

Energie : prêts pour les prochaines étapes ?

18.06.2024

D'un coup d'oeil

Champagne ! Les partisans de la loi sur l'électricité ont fêté comme il se doit leur large victoire en votation. La prochaine étape, c'est de se retrousser les manches au plus vite afin de concrétiser les objectifs fixés. Pour faire court, il s'agit d'ici 2035 d'ajouter chaque année l'équivalent de la production du barrage de la Grande-Dixence, qui est le plus grand de Suisse. Tout cela pour répondre à deux besoins : remplacer les centrales nucléaires vieillissantes et faire face à une hausse de la consommation. Cela fait très longtemps que notre pays n'a pas relevé un défi pareil, qui se concrétisera à condition que tout le monde y mette du sien.

Mais concrètement, qu'est-ce que cela implique ? Pour se faire une idée, il est nécessaire d'avoir quelques points de repères. Tout d'abord la bonne nouvelle : en 2023, les panneaux solaires installés correspondent à un peu plus de la moitié de ce qu'il faut pour atteindre l'objectif annuel. Ce rythme devrait se maintenir ces prochaines années, voire s'accélérer un peu. Les toits encore libres et bien orientés ne manquent pas, tout comme les propriétaires prêts à investir. Les éoliennes en revanche ne suivent pas du tout le bon tempo. Les six installées à Sainte-Croix sont encore bien seules. Il faudrait installer annuellement 50 parcs comme celui-ci pour atteindre la moitié du but visé. Quant aux barrages, aucun des 16 prévus n'a encore avancé. Et malgré l'accord conclu entre les électriciens et les protecteurs de la nature, un fait déjà l'objet d'une opposition et un autre sera lui aussi attaqué. C'est préoccupant, car comme les éoliennes, ils fournissent l'essentiel de leur courant en hiver, au moment où les besoins sont les plus élevés et où le solaire produit le moins.

Le pari est donc encore loin d'être gagné et les incertitudes restent élevées. Que faire si les renouvelables ne se développaient pas au rythme voulu ? Si tel était le cas, nous pourrions importer du courant, pour autant que nos voisins en aient assez et qu'il y ait un accord avec eux. Les risques diminueraient aussi en laissant fonctionner les centrales nucléaires existantes le plus longtemps possible. En revanche, le point faible actuel de la Suisse, c'est de ne pas se préparer à bâtir de grandes centrales électriques si nécessaire, nucléaires ou autres. Ce sera l'autre prochaine étape à franchir pour mettre en place un approvisionnement sûr, à des prix avantageux.

Cet article est paru dans "La Région", 18.6.2024



Dominique Rochat

Responsable de projets Senior Énergie, environnement, infrastructures et numérisation